

# TDDO — Transition Durable & Digitale des Organisations

Évaluation des Propositions — Secteur Agro-Industriel

Master PI2A — Université de Bordeaux | Rémy Juston-Coumat 2025-2026

## 75/100

### Score Global TDDO

La proposition est pertinente et bien orientée, combinant des démarches volontaires (ISO 26000, achats responsables) avec une anticipation des exigences réglementaires (CSRD, ESRS G1). Elle pose des bases solides pour une transformation durable et une gouvernance éthique, mais mériterait d'être approfondie sur les aspects environnementaux spécifiques et la stratégie digitale.

## Proposition soumise

**Auteur :** Remy Juston Coumat — jbjkgh

**Email :** maryse.juston@territech.com

**Date :** 27 février 2026

**Axe principal :** Autre

**Titre :**

mise en place iso 14000

**Description :**

mise en place de iso 26000

+ achats responsables + CSRD préparée

+ esrs G1 deontologie

## Évaluation par axe TDDO

## RSE & ESG

85/100 — EXCELLENT

L'intégration de l'ISO 26000 couvre l'ensemble des piliers ESG, notamment les questions de gouvernance, droits de l'homme, conditions de travail et environnement. L'accent sur les achats responsables est un point fort pour le pilier social et environnemental, garantissant une meilleure gestion des relations fournisseurs et de l'empreinte de la chaîne de valeur. La préparation à l'ESRS G1 (Gouvernance) démontre une volonté de transparence et d'éthique des affaires. Cette approche proactive réduit significativement les risques de greenwashing en s'appuyant sur des référentiels reconnus.

**Points forts :**

- ' ISO 26000 couvre les 7 questions centrales, offrant une vision holistique de la RSE.
- ' Achats responsables renforcent les piliers social et environnemental de la chaîne d'approvisionnement.
- ' Préparation à ESRS G1 (Gouvernance) assure une éthique des affaires et une transparence.
- ' Démarche proactive pour éviter le greenwashing via des référentiels structurants.

**Points à améliorer :**

- ! Spécifier les indicateurs clés de performance (KPI) pour chaque pilier ESG, potentiellement via les GRI Standards.

! Intégrer une analyse de double matérialité pour identifier les impacts les plus significatifs de l'entreprise.

## Conformité Réglementaire

90/100 — EXCELLENT

La proposition anticipe parfaitement les exigences réglementaires majeures avec la préparation à la CSRD et l'ESRS G1. L'ISO 26000, bien que non certifiable, est un excellent guide pour structurer la démarche RSE en amont de la CSRD. La mention d'ISO 14000 (probablement ISO 14001) est également cruciale pour la gestion environnementale. C'est une approche très pertinente pour une entreprise agro-industrielle qui sera rapidement concernée par ces directives.

### Points forts :

- ! Anticipation de la CSRD et de l'ESRS G1, essentielle pour la conformité future.
- ! ISO 26000 comme cadre structurant pour la RSE, aligné avec les principes de la CSRD.
- ! La mise en place d'ISO 14001 (implicite) est fondamentale pour le SME et la conformité environnementale.
- ! Démarche proactive réduisant les risques de non-conformité et les pénalités associées.

### Points à améliorer :

- ! Clarifier si l'ISO 14001 est visée pour la certification ou simplement pour le système de management.
- ! Détailler comment les exigences spécifiques des ESRS E1, E2, E3, E4 seront abordées en complément de l'ISO 26000.
- ! Préciser les étapes pour l'audit et la vérification par un tiers indépendant des données CSRD.

## Transformation Digitale

40/100 — À DÉVELOPPER

La proposition actuelle ne mentionne pas explicitement d'éléments de transformation digitale. Cependant, la préparation à la CSRD implique nécessairement une digitalisation des processus de collecte et de reporting des données extra-financières. Les achats responsables pourraient bénéficier d'outils digitaux pour la traçabilité et l'évaluation des fournisseurs. Il y a un fort potentiel inexploité pour l'IA, la frugalité numérique et le commerce digital qui pourraient soutenir les objectifs de durabilité.

### Points forts :

- ! La CSRD implique indirectement une digitalisation des données extra-financières.

### Points à améliorer :

- ! Intégrer des solutions de traçabilité digitale (ex: blockchain) pour les achats responsables et la chaîne d'approvisionnement.
- ! Explorer l'utilisation de l'IA pour l'optimisation des processus (ex: gestion des stocks, prédiction des rendements) ou la détection de fraude.
- ! Considérer les principes de frugalité numérique dans le déploiement des infrastructures IT.
- ! Évaluer les opportunités du commerce digital pour la distribution des produits.

## Souveraineté Alimentaire

60/100 — SATISFAISANT

Les achats responsables sont un levier important pour la souveraineté alimentaire, en favorisant potentiellement les approvisionnements locaux et la contractualisation durable avec les agriculteurs. L'ISO 26000, via la question centrale des communautés et du développement local, peut également soutenir les filières. Cependant, la proposition ne détaille pas explicitement de stratégies visant à réduire la dépendance aux importations ou à renforcer la résilience de la chaîne d'approvisionnement. Des actions concrètes sur les circuits courts ou l'agriculture contractuelle seraient bénéfiques.

### Points forts :

- ! Les achats responsables peuvent favoriser les approvisionnements locaux et la contractualisation.
- ! L'ISO 26000 encourage le développement local et les relations équitables avec les parties prenantes.
- ! Une meilleure gouvernance (ESRS G1) peut renforcer la transparence sur l'origine des produits.

### Points à améliorer :

- ! Développer des stratégies spécifiques pour les circuits courts et l'approvisionnement local.
- ! Évaluer la vulnérabilité de la chaîne d'approvisionnement et mettre en place des mesures de résilience (ex: diversification des fournisseurs, stocks stratégiques).
- ! Renforcer les partenariats avec les agriculteurs locaux via des contrats pluriannuels et une juste rémunération (EGalim).

## Points de réflexion à approfondir

1. Comment l'entreprise va-t-elle articuler la mise en œuvre de l'ISO 14001 avec les exigences des ESRS E1 à E4 pour éviter la duplication et optimiser les efforts ?
2. Quels sont les indicateurs de performance clés (KPI) spécifiques que l'entreprise envisage de suivre pour évaluer l'efficacité de ses achats responsables et de sa démarche ISO 26000 ?
3. Comment la digitalisation des processus de collecte et de reporting des données CSRD sera-t-elle gérée pour assurer la fiabilité et la sécurité des informations ?
4. Quelles sont les opportunités d'intégration de l'IA ou d'autres technologies digitales pour renforcer la traçabilité et l'efficacité des achats responsables ?
5. Comment la démarche RSE globale peut-elle contribuer concrètement à l'amélioration de la souveraineté alimentaire, au-delà des achats responsables ?

## Recommandations concrètes

- Élaborer une feuille de route détaillée pour la mise en œuvre de l'ISO 14001 et de l'ISO 26000, en définissant des objectifs clairs et des responsabilités.
- Réaliser une analyse de double matérialité approfondie pour identifier les impacts et risques les plus pertinents pour l'entreprise, en vue de la CSRD.
- Intégrer des solutions digitales de traçabilité et de gestion des données fournisseurs pour optimiser les achats responsables et le reporting CSRD.
- Définir des objectifs quantifiables pour les achats responsables, incluant des critères environnementaux et sociaux précis pour les fournisseurs.
- Mettre en place un système de veille réglementaire et technologique pour anticiper les évolutions en matière de durabilité et de digitalisation.

## Risques & Non-conformités identifiés

- Risque de 'paperasserie' si les démarches ISO et CSRD ne sont pas bien intégrées et alignées sur les processus opérationnels.
- Risque de manque de ressources (humaines et financières) pour la mise en œuvre complète et la maintenance des systèmes ISO et du reporting CSRD.
- Risque de non-conformité si les données collectées pour la CSRD ne sont pas auditables ou vérifiables par un tiers indépendant.
- Risque de sous-estimer l'ampleur de la transformation digitale nécessaire pour supporter le reporting CSRD et les ambitions RSE.
- Risque de ne pas traduire les principes des achats responsables en actions concrètes ayant un impact significatif sur la durabilité de la chaîne d'approvisionnement.

## Prochains pas recommandés

- 1 Nommer un chef de projet dédié à la transition durable et digitale, avec une équipe pluridisciplinaire.
- 2 Réaliser un diagnostic initial des pratiques actuelles de l'entreprise au regard des exigences ISO 14001, ISO 26000 et CSRD.
- 3 Établir un plan d'action détaillé avec des échéanciers, des budgets et des indicateurs de suivi pour chaque axe de la proposition.
- 4 Organiser des sessions de formation et de sensibilisation pour l'ensemble du personnel sur les enjeux de la RSE, de la conformité et de la digitalisation.
- 5 Consulter des experts externes pour accompagner l'entreprise dans la mise en place des normes et la préparation au reporting CSRD.

## Sources à consulter

**ISO.org** — Pour les référentiels ISO 14001 et ISO 26000, leurs structures et leurs objectifs.  
<https://www.iso.org>

**EUR-Lex** — Pour la compréhension de la CSRD et des ESRS, notamment l'ESRS G1 sur la gouvernance.  
<https://eur-lex.europa.eu>

**GRI Standards (globalreporting.org)** — Pour les indicateurs de reporting extra-financier, notamment ceux liés à l'environnement et au social, pertinents pour compléter l'ISO 26000 et la CSRD.  
<https://www.globalreporting.org>

**ADEME (ademe.fr)** — Pour des données contextuelles sur l'agro-industrie française (déchets, carbone, eau) et des pistes pour les achats responsables.  
<https://www.ademe.fr>

**Rapport Sénat 2023** — Pour le contexte de la souveraineté alimentaire française et les vulnérabilités identifiées.



